

Les Services Industriels de Nyon peuvent-ils se passer du gaz russe ?

Madame la Présidente du Conseil communal,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a remis sur la table le sujet de l'approvisionnement en énergie. Peut-être l'avions-nous un peu oublié, mais c'est une réalité : entre 40 et 45% du gaz naturel importé dans l'Union européenne provient de Russie¹. Pour certains pays, la dépendance est immense : plus de 75% du gaz naturel en Autriche, Bulgarie ou Finlande vient de Russie².

Qu'en est-il de la Suisse ? D'après les chiffres de 2020 de l'Association suisse de l'industrie gazière (ASIG), 43% des importations de gaz naturel viennent de Russie, 22% de Norvège ou encore 19% d'autres pays de l'UE. Elle précise par ailleurs que le mix de provenance peut dépendre de la situation géographique et du point d'échange de gaz (PEG) le plus proche. Au total, la consommation finale de gaz en Suisse s'est élevée à environ 31 TWh en 2020³.

Ces dernières semaines, avec la guerre qui se poursuit, un constat et une volonté politique se dessinent : face aux violations répétées du droit international par le régime autoritaire russe, il faut réduire la dépendance aux énergies fossiles qui proviennent de Russie. La Commission européenne a par exemple proposé le 8 mars 2022 un plan nommé REPowerEU qui a deux volets liés : 1) diversifier l'approvisionnement en gaz naturel et augmenter la part de biogaz ou d'hydrogène ; 2) poursuivre le développement des énergies renouvelables.

Le 24 mars 2022, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a participé à une réunion de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) où a été présenté un plan en 10 points pour réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz russe. En 2019, dans le cadre de la consultation sur la loi sur l'approvisionnement en gaz (LApGaz), l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) disait dans un document préparatoire⁴ : « *Le gaz restera un agent énergétique important à court et à moyen terme. À long terme, la Suisse devra toutefois décarboniser son approvisionnement énergétique pour atteindre ses objectifs climatiques. Cela implique de réduire sensiblement la consommation de gaz naturel (...)* ».

Si l'on revient à notre échelle locale, il convient de rappeler que nos Services Industriels ont pour tâche d'acheter du gaz qu'ils fournissent ensuite à environ 1'800 clients regroupés sur les communes

¹ Les sources ne sont pas toutes concordantes à ce sujet :

Le monde, citant Eurostat, indique 43,6% (https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/03/11/quel-est-le-niveau-de-dependance-des-pays-europeens-au-gaz-et-au-petrole-russe_6117070_4355770.html)

L'Agence internationale de l'énergie indique 45% (<https://www.iea.org/news/how-europe-can-cut-natural-gas-imports-from-russia-significantly-within-a-year>)

² Eurostat : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=EU_imports_of_energy_products_-_recent_developments#Share_of_energy_products_in_total_EU_imports

³ OFEN, Statistique globale suisse de l'énergie 2020

⁴ <https://www.bfe.admin.ch/bfe/fr/home/approvisionnement/approvisionnement-en-gaz/loi-sur-approvisionnement-en-gaz.html>

de Nyon, Duillier, Eysins, Grens, Prangins et Signy. Dans son rapport sur le budget 2022, la commission des finances (Cofin) rappelle que près de 74% de la marge contributive des SI (environ 3,3 millions de francs) provient des ventes de gaz. Enfin, de fortes hausses des tarifs sont déjà prévues dans plusieurs communes vaudoises : à Yverdon-les-Bains, la Municipalité a décidé d'une hausse moyenne des tarifs du gaz naturel de 45% dès le 1er mai 2022.

Guerre en Ukraine, volonté politique, hausse des tarifs, transition énergétique : nous avons en ce moment de nombreux facteurs qui doivent être une opportunité pour repenser notre approche face au gaz à moyen et long terme. Diversifier l'approvisionnement, tout en réduisant progressivement la consommation et en misant sur des énergies renouvelables. Comme pour d'autres sujets, le premier niveau d'action est l'échelle locale et la Ville de Nyon peut, à son niveau, agir. Face à ces défis que nos Services Industriels doivent affronter, nous posons les questions suivantes à la Municipalité :

- 1) Quelle est la part de gaz naturel provenant de Russie qui est vendu et distribué par les SI ?
- 2) Est-ce que les SI ont une marge de manœuvre dans le choix de la provenance lorsqu'ils achètent du gaz sur les marchés ? Est-ce que les consommateurs finaux peuvent connaître l'origine du gaz naturel, comme cela se fait pour l'électricité (cf. garantie d'origine prévue dans l'ordonnance OEnE sur l'énergie) ?
- 3) Est-ce que la stratégie d'achat de gaz naturel a changé depuis l'émergence de la guerre en Ukraine ? Les SI entendent-ils se passer du gaz naturel en provenance de Russie ?
- 4) Face à la hausse des prix du gaz, est-ce que les SI ont prévu des actions (sensibilisation, accompagnement vers la transition, etc.) pour aider les Nyonnais·e·s, les entreprises et l'administration communale à baisser/optimiser leur consommation ?
- 5) Les revenus des SI que la Ville de Nyon encaisse sont largement dépendants du gaz naturel et ils risquent de baisser ces prochaines années en raison du passage progressif vers d'autres énergies. Dans le cadre de cette transition, une étude économique prospective d'impact sur les revenus des SI et sur la facture des utilisateurs a-t-elle été menée ?
- 6) Plus généralement, est-ce que les SI se sont dotés d'une stratégie globale et chiffrée sur le remplacement du gaz naturel par d'autres énergies renouvelables ?

Nous remercions d'avance la Municipalité pour ses réponses.

Yves Félix (Parti socialiste), Marina Alberti (Parti socialiste), Chloé Besse (Parti socialiste), Monique Chevallay Piguët (Parti socialiste), Alexandre Dupuis (les Vert·e·s), Alexander Federau (les Vert·e·s), Ariane Schwab Hug (les Vert·e·s) et Alexia Seguy (les Vert·e·s).